

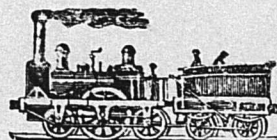
Adm. 181-III

COMPAGNIE  
DES  
CHEMINS DE FER DE LA SUISSE OCCIDENTALE

---

ACTE DE SOCIÉTÉ ET STATUTS

DU 8 MAI 1873



LAUSANNE  
IMPRIMERIE GEORGES BRIDEL  
1873

PB

2471



COMPAGNIE  
DES  
CHEMINS DE FER DE LA SUISSE OCCIDENTALE

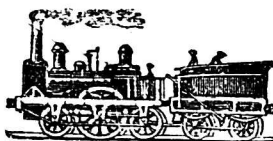
---

ACTE DE SOCIÉTÉ ET STATUTS

---

DU 8 MAI 1873

---



LAUSANNE  
IMPRIMERIE GEORGES BRIDEL

1873

PB 2471

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010032872

PB 2471



69/242



# COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE LA SUISSE OCCIDENTALE

---

## ACTE DE SOCIÉTÉ ET STATUTS

---

Par devant LOUIS CHAPPUIS, notaire, résidant à Lausanne,

Ont comparu, d'une part:

Au nom de la **Compagnie de l'Ouest des chemins de fer suisses**, dont le siège est à Lausanne :

LOUIS ORMOND, de La Tour, négociant et propriétaire, Président du Conseil d'Administration de la dite Compagnie, domicilié à Clarens,

Et LOUIS AUBERT, de Genève, domicilié à Lausanne, Administrateur délégué de la même Compagnie, Agissant en vertu de procuration spéciale de leur Conseil d'Administration en date du vingt-six avril dernier, et de délibération de l'Assemblée générale des actionnaires réunie à Lausanne le vingt-cinq janvier ; ces deux pièces produites en expéditions régulières, ici annexées en originaux pour être transcrites à la suite de la grosse des présentes ;

D'une seconde part :

Au nom de la **Compagnie du chemin de fer Franco-Suisse**, dont le siège est à Neuchâtel :

LOUIS DE PURY, de Neuchâtel, banquier, domicilié au dit Neuchâtel, Président,

Et JULES PHILIPPIN, aussi de Neuchâtel, colonel fédéral et membre du Conseil national suisse, domicilié à Neuchâtel, membre du Conseil d'Administration de la dite Compagnie,

Agissant en vertu de procuration spéciale de leur Conseil d'Administration en date du vingt-huit avril dernier, basée sur la résolution de l'Assemblée générale des actionnaires de la Compagnie du chemin de fer Franco-Suisse, réunie à Neuchâtel, le trois mars dernier. Cette pièce revêtue d'une estampille en lieu de timbre vaudois, et dûment légalisée, est ici produite en original et annexée pour être transcrite à la suite de la grosse des présentes ;

Et d'une troisième part :

Au nom de l'**Administration des chemins de fer de Lausanne à Fribourg et à la frontière bernoise et de Genève à Versoix**, dont le siège est à Fribourg :

LOUIS WECK-REYNOLD, de Fribourg, où il est domicilié, vice-Président du Conseil d'Etat et Directeur des finances du canton de Fribourg,

Et ALFRED VON DER WEID, de Fribourg, domicilié à Lausanne, membre du Comité de Direction des chemins de fer de la Suisse occidentale,

Agissant en vertu de procuration spéciale du Conseil d'Etat du canton de Fribourg, en date du vingt-cinq avril dernier, et de décret du Grand Conseil de ce même canton, en date du quinze février; ces deux pièces, produites en expéditions originales, revêtues d'estampilles en lieu de timbre vaudois, et dûment légalisées, sont ici annexées et seront transcrites à la suite de la grosse des présentes.

Lesquels comparants ont dit que : pour donner suite au traité en date du sept août mil huit cent soixante-douze (7 août 1872), portant fusion des entreprises au nom desquelles ils agissent, ils sont convenus de l'acte de *Société anonyme* dont la teneur suit :

## TITRE PREMIER

### FORMATION; OBJET; DÉNOMINATION; SIÈGE ET DURÉE DE LA SOCIÉTÉ

#### ARTICLE PREMIER.

Il est formé entre les comparants, ès noms qu'ils agissent, et entre toutes les personnes qui deviendront propriétaires des actions ci-après, une Société anonyme ayant pour objets :

a) Le parachèvement et l'exploitation des lignes concédées par les Cantons de Vaud et du Valais à la Compagnie de l'Ouest-Suisse, savoir les lignes de Coppet-Morges-Lausanne-Yverdon-Vaumarcus, et Lausanne-Saint-Maurice.

b) Le parachèvement et l'exploitation des lignes neuchâteloises, concédées à la Compagnie du Franco-Suisse, soit de Vaumarcus à la frontière bernoise, près La-Neuveville, et des Verrières à Auvernier.

c) Le parachèvement et l'exploitation des lignes de Genève-Versoix-Céligny et Lausanne-Fribourg-Singine, concédées primitivement à la Compagnie des chemins de fer de Lausanne à Fribourg et à la frontière bernoise et de Genève à Versoix, et devenues propriété de l'Etat de Fribourg par acte de cession du douze novembre mil huit cent soixante-trois.

Les trois groupes de lignes sus-dénommées étant acceptés par la Société aux termes des actes de concessions, ainsi que des décrets ou des conventions qui ont pu les compléter ou les modifier.

d) L'établissement, le parachèvement et l'exploitation de toutes les lignes de chemins de fer et de tous prolongements ou embranchements dont la présente Société obtiendrait ultérieurement la concession ou qu'elle adjoindrait par voie de fusion, bail, acquisition, échange ou autrement, au réseau qu'elle possède présentement.

e) La création des installations, des établissements et des correspondances jugées utiles au développement du trafic.

ART. 2. .

La Société prend la dénomination de **Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale**.

ART. 3.

Le siège de la Compagnie est établi à Lausanne. Cependant pour tenir compte des droits et des besoins des autres Cantons dont le réseau fusionné emprunte le territoire, la Compagnie aura un domicile réel, avec représentant du Comité de Direction, dans les villes de Genève, Neuchâtel et Fribourg. Elle sera soumise à la législation et placée sous la juridiction ordinaire en matière civile et administrative de chacun des Cantons dont son réseau emprunte le territoire, pour ses actes dans toute l'étendue du dit Canton.

ART. 4.

La durée de la Compagnie est fixée à quatre-vingt-dix ans, à partir du jour où les présents statuts auront été approuvés par l'autorité compétente.

A l'expiration de ce terme de quatre-vingt-dix ans, la Société pourra être renouvelée ou prolongée par décision de l'Assemblée générale, les droits qui appartiennent aux Etats étant expressément réservés.

## TITRE II

### FONDS SOCIAL. — ACTIONS. — VERSEMENTS

ART. 5.

Le fonds social est fixé à cent quarante-deux mille actions de cinq cents francs entièrement libérées, soit à soixante et onze millions de francs.

Dans le cas où l'émission de nouvelles actions viendrait à être décidée, elle devrait être réservée de préférence aux anciens actionnaires. En outre, et dans le but d'égaliser de suite les droits des porteurs nouveaux avec ceux des actionnaires anciens, les versements à opérer sur les nouvelles actions devront avoir lieu en une seule fois lors de l'émission des titres.

ART. 6.

Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de chaque action.

Les actions sont au porteur et leur cession s'opère par la simple tradition du titre.

Elles sont indivisibles et la Compagnie ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

Tout dividende non réclamé pendant cinq ans sera prescrit de plein droit au profit de la Compagnie.

ART. 7.

La possession d'une ou de plusieurs actions entraîne de plein droit l'adhésion, de la part du porteur, aux présents statuts et aux décisions des assemblées générales, prises statutairement.

Les droits et les obligations attachés à l'action suivent le titre en quelques mains qu'il passe.

### TITRE III

#### RECETTES. — DÉPENSES ET FONDS DE RÉSERVE

##### ART. 8.

Le compte des recettes et des dépenses de toute nature est arrêté chaque année au trente-un décembre.

L'excédant des recettes sur les dépenses (frais d'entretien et d'exploitation des chemins de fer, de leurs dépendances ou annexes ; frais d'administration, d'emprunts, caisse de retraite du personnel et généralement toutes les charges sociales) constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net il sera prélevé en premier lieu une somme au maximum du dix pour cent, destinée à la formation et au maintien des comptes de réserve qui seront spécifiés ci-après.

Le surplus sera distribué aux actions sous la forme d'un dividende annuel, après approbation des comptes par l'Assemblée générale des actionnaires.

##### ART. 9.

Il sera créé, tant par les réserves déjà existantes que par le prélèvement annuel prévu à l'article précédent, trois comptes de réserve spéciaux, savoir :

a) Un compte de réserve de un million de francs, placé en valeurs disponibles ou facilement réalisables, en dehors des titres de la Compagnie, déposé à la Banque cantonale vaudoise et destiné à servir de garantie spéciale aux porteurs des anciens emprunts hypothécaires de l'Ouest-Suisse. — La somme à porter chaque année à ce fonds de réserve sera au minimum de cinquante mille francs jusqu'à ce qu'il ait atteint le chiffre d'un million. — A partir du moment où ce dernier chiffre sera atteint, les versements annuels cesseront et les intérêts provenant de ce fonds rentreront dans les recettes diverses de la Compagnie.

b) Un compte de réserve de cinq cent mille francs, placé en valeurs disponibles ou facilement réalisables, en dehors des titres de la Compagnie, destiné à servir de garantie spéciale aux porteurs des anciennes obligations hypothécaires du Franco-Suisse. Le chiffre ci-dessus de cinq cent mille francs étant dès à présent au complet, les intérêts de ce fonds rentreront dans les recettes diverses de la Compagnie.

c) Un troisième fonds de réserve spécial destiné aux dépenses extraordinaires d'entretien ou de renouvellement des lignes. Lorsque ce fonds de réserve aura atteint une somme de trois millions cinq cent mille francs, le prélèvement prévu à l'article huit cessera pour recommencer aussitôt que le dit fonds serait descendu au-dessous du chiffre de trois millions cinq cent mille francs. — Ce compte sera accru chaque année de son intérêt du cinq pour cent jusqu'à ce qu'il ait atteint la somme de 3 500 000 fr. prévue ci-dessus ; en revanche, les intérêts qu'il produira rentreront dans les recettes diverses de la Compagnie, aussitôt qu'il aura atteint ce maximum de 3 500 000 fr.

## TITRE IV

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

#### ART. 10.

L'Assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations qu'elle prend en conformité des statuts sont obligatoires pour tous les actionnaires, même pour les dissidents et les absents.

#### ART. 11.

L'Assemblée générale se compose des actionnaires propriétaires de dix actions au moins.

#### ART. 12.

Nul ne peut représenter un actionnaire, s'il n'est lui-même membre de l'Assemblée générale.

La forme des pouvoirs est déterminée par la Commission administrative instituée par l'art. 32.

#### ART. 13.

L'Assemblée générale ordinaire a lieu annuellement dans le courant du mois de juin au plus tard.

Elle se réunira dans la règle, à Lausanne, siège de la Société; elle pourra être convoquée en séance extraordinaire par le Conseil d'Administration toutes les fois que cela sera nécessaire, et, s'il y a lieu, dans une ville du réseau, autre que Lausanne.

#### ART. 14.

La convocation aux Assemblées générales ordinaires ou extraordinaires a lieu par un avis publié trente jours à l'avance et répété deux fois dans les feuilles officielles de chacun des Cantons dont le réseau emprunte le territoire.

L'ordre du jour est publié au moins une fois dans les mêmes feuilles, quinze jours avant la réunion.

#### ART. 15.

Pour être admis à l'Assemblée générale, les porteurs d'actions doivent déposer leurs titres, au plus tard dix jours avant la réunion, soit au siège de la société, soit dans les caisses situées en diverses villes qui seront désignées à cet effet.

En échange de ce dépôt, ils recevront une carte d'admission nominative et personnelle.

ART. 16.

L'Assemblée générale est valablement constituée, lorsque les membres présents ou représentés sont au nombre de trente ou plus, et sont porteurs du dixième au moins des actions émises.

ART. 17.

Si cette condition n'est pas remplie, il est fait une autre convocation qui fixe une nouvelle réunion à quinze jours d'intervalle au moins.

Les décisions de cette seconde réunion sont valables, quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions qu'ils représentent ; mais les délibérations ne peuvent porter que sur les objets qui étaient à l'ordre du jour de la première réunion.

ART. 18.

L'Assemblée générale est présidée par l'administrateur que le Conseil délègue à cet effet.

Les deux plus forts actionnaires présents et, sur leur refus, ceux qui les suivent dans l'ordre de la liste, jusqu'à acceptation, sont appelés à remplir les fonctions de Scrutateurs.

Le Président désigne le Secrétaire.

ART. 19.

Les décisions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité des voix. Chaque dizaine d'actions donne droit à une voix. Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente de dizaines d'actions. Nul ne peut, par lui-même, ou comme fondé de pouvoirs, réunir plus de deux cents voix.

Chaque membre justifie, par sa carte d'admission, du nombre de voix qu'il possède ou qu'il représente. Dans le calcul des voix, les actions possédées en propre sont comptées avec celles représentées.

ART. 20.

Les attributions de l'Assemblée générale sont les suivantes :

- a) Elle nomme les membres du Conseil d'Administration en conformité des art. 24 à 28 ci-après ;
- b) Elle choisit parmi les actionnaires présents trois Commissaires vérificateurs, qui sont chargés d'examiner les comptes avec les pièces à l'appui et de lui en faire rapport.

A cet effet, les comptes sont communiqués aux Commissaires trois semaines avant la réunion de l'Assemblée générale ordinaire.

Les Commissaires vérificateurs sont nommés pour un an. Ils sont rééligibles.

- c) Elle entend le rapport du Conseil d'Administration et prend connaissance des comptes annuels ; elle les approuve s'il y a lieu.

Sur la proposition du Conseil d'Administration :

- d) Elle fixe le montant des dividendes à répartir aux actionnaires ;

- e) Elle autorise ou ratifie toute demande de concessions nouvelles ;
- f) Elle statue sur les acquisitions à faire de nouvelles lignes de chemins de fer et de nouveaux embranchements ou prolongements des lignes actuelles, par voie de fusion, bail, échange ou autrement ;
- g) Elle délibère sur tout traité de fusion ou d'union partielle ou totale avec d'autres Compagnies de chemins de fer ;
- h) Elle décide l'augmentation du fonds social et autorise l'émission de nouveaux emprunts ;
- i) Elle prononce, sous réserve du maintien du but social, sur les modifications ou additions à introduire dans les statuts.

ART. 21.

Les décisions de l'Assemblée générale relatives à des modifications ou additions aux statuts ne sont valables que si elles sont prises à la majorité des deux tiers des voix, et si l'assemblée représente au moins le tiers des actions émises. Elles ne sont exécutoires qu'après l'approbation de l'autorité compétente, s'il y a lieu. Si ces conditions ne sont pas remplies, il est convoqué une autre assemblée qui statue comme il est dit au second paragraphe de l'article 17, mais à la majorité des deux tiers des voix.

ART. 22.

Les votes de l'Assemblée générale ont pour objet d'approuver ou de rejeter les propositions du Conseil d'Administration.

Elle délibère en outre sur les propositions qui auront été communiquées au Conseil d'Administration dans les dix jours, après la première convocation de l'Assemblée générale, revêtues de la signature de dix actionnaires ayant droit d'exprimer ensemble au moins deux cents voix et en justifiant par la production de leurs cartes d'admission à l'Assemblée générale.

Le Conseil d'Administration accompagne ces propositions de son préavis.

ART. 23.

Un procès-verbal, signé par les membres du bureau ou au moins par la majorité d'entre eux, constate les délibérations de chaque Assemblée générale.

A ce procès-verbal reste annexée la feuille de présence que tout actionnaire signe en entrant dans l'Assemblée et qui constate le nombre des actions représentées.

Les extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le Président ou le Vice-Président du Conseil d'Administration.

## TITRE V

### CONSEIL D'ADMINISTRATION. — COMMISSION ADMINISTRATIVE COMITÉ DE DIRECTION

#### CHAPITRE PREMIER

##### Composition.

##### ART. 24.

La Compagnie est dirigée et administrée par un Conseil d'Administration qui représente l'Assemblée générale, exécute ses résolutions et prend toutes les décisions non expressément réservées par les présents statuts à la dite assemblée.

Le nombre des membres du Conseil d'Administration est de trente-six, dont huit sont nommés par les Gouvernements des Cantons de Genève, Vaud, Neuchâtel et Fribourg, à raison de deux par Canton. Les vingt-huit autres sont nommés par l'Assemblée générale des actionnaires qui devra faire ses choix de manière à ce que chaque Canton ait au moins quatre ressortissants dans le Conseil, en sus de ceux désignés par le Gouvernement.

Les membres désignés par les autorités cantonales jouissent des mêmes droits et sont soumis aux mêmes charges que leurs collègues nommés par l'Assemblée générale, sauf en ce qui concerne le cautionnement prévu à l'article 25 ci-après.

##### ART. 25.

Chaque membre du Conseil doit être propriétaire d'au moins cinquante actions dont il dépose les titres, aussitôt après sa nomination, dans la caisse de la Compagnie.

Ces actions sont inaliénables pendant toute la durée de ses fonctions.

Les membres nommés par les autorités cantonales ne sont pas tenus à fournir ce cautionnement.

##### ART. 26.

Une somme annuelle, fixée tous les cinq ans par l'Assemblée générale, est allouée au Conseil d'Administration pour jetons de présence, frais de déplacements et vacations extraordinaires des membres délégués. Un règlement intérieur fixera pour chaque exercice le mode de répartition.

##### ART. 27.

Feront partie du premier Conseil d'Administration :

- a) Les membres actuels du Conseil d'Administration de l'Ouest-Suisse ;
- b) Les membres actuels du Conseil d'Administration du Franco-Suisse ;



c) Les membres fribourgeois du Conseil d'Administration de Lausanne-Fribourg-Berne ;  
d) Huit membres à désigner par les Gouvernements des Cantons, comme il est dit au paragraphe second de l'article 24.

e) Le nombre de membres à désigner par l'Assemblée générale des actionnaires dans sa première réunion pour arriver au chiffre de trente-six fixé par l'article 24.

Ce premier Conseil restera en fonctions jusqu'à l'Assemblée générale de mil huit cent soixante-seize. A partir de l'année mil huit cent soixante-seize, le Conseil sera renouvelé par sixième chaque année. Jusqu'au renouvellement intégral de ce Conseil, le sort désignera l'ordre de sortie des administrateurs, à raison de six par année. Après ce premier renouvellement intégral, les membres sortiront par rang d'ancienneté. Les membres sortants seront immédiatement rééligibles.

#### ART. 28.

Dans le cas où il y aurait lieu de remplacer un ou plusieurs administrateurs par suite de décès, démission ou autre cause, le remplacement aura lieu à la première Assemblée générale qui suivra la vacance. Les membres nommés par les Gouvernements sont remplacés dès que la vacance a lieu.

L'administrateur ainsi nommé ne reste en exercice que jusqu'à l'époque où devaient expirer les fonctions de celui qu'il remplace.

#### ART. 29.

Le Conseil d'Administration nomme chaque année un Président et un Vice-Président.

#### ART. 30.

Le Conseil d'Administration se réunit, sur la convocation du Président, aussi souvent que les affaires l'exigent, et au moins une fois par trimestre.

#### ART. 31.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix. Elles sont constatées par un procès-verbal signé du Président, de deux, au moins, des membres qui ont assisté à la réunion, et du Secrétaire.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Pour qu'une décision soit valable, la présence de la moitié au moins des membres du Conseil est de rigueur.

#### ART. 32.

Le Conseil d'Administration nommera au scrutin secret une Commission de huit membres (dans laquelle les quatre Cantons de Genève, Vaud, Neuchâtel et Fribourg devront être également représentés), chargée de surveiller les services et de statuer sur toutes les questions qui devront lui être soumises par le Comité de Direction.

Cette Commission sera présidée de droit par le Président, ou, à son défaut, par le Vice-Président du Conseil d'Administration. Elle prendra le titre de **Commission administrative** et devra se réunir au moins une fois par mois.

ART. 33.

Il sera formé, pour la direction de l'exploitation des lignes de chemins de fer de la Compagnie de la Suisse Occidentale, un Comité de quatre membres qui prendra la dénomination de **Comité de Direction des chemins de fer de la Suisse Occidentale**.

Ce Comité sera élu par le Conseil d'Administration et devra être composé de : un Vaudois, un Fribourgeois, un Neuchâtelois et un Genevois.

Les membres du Comité de Direction portent le titre de Directeurs; ils reçoivent un traitement annuel qui est fixé par le Conseil d'Administration. Ils doivent à la Compagnie la totalité de leur temps, et ne peuvent, en conséquence, accepter des fonctions étrangères à l'administration qui leur est confiée, qu'avec l'assentiment du Conseil d'Administration.

Les fonctions de Directeur ne sont pas incompatibles avec celles de membre du Conseil d'Administration.

CHAPITRE II

**Attributions.**

ART. 34.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION exerce un contrôle général sur toutes les branches de l'Administration.

Il a, en particulier, les attributions suivantes :

- a) Il nomme les membres de la Commission administrative et ceux du Comité de Direction;
- b) Il reçoit les rapports périodiques sur la marche générale des services;
- c) Il vote, sur la proposition de la Commission administrative, le budget annuel des recettes et des dépenses, préparé par le Comité de Direction;
- d) Il arrête le rapport et les propositions à soumettre à l'Assemblée générale des actionnaires;
- e) Il statue, la Commission administrative et le Comité de Direction entendus, sur les objets suivants :

1<sup>o</sup> Les travaux à exécuter, ainsi que les acquisitions de matériel à faire;

2<sup>o</sup> Les traités à faire avec d'autres entreprises de transport pour se charger de l'exploitation de tout ou partie de leurs lignes;

3<sup>o</sup> Les traités à faire avec d'autres entreprises de transport pour les fusionner avec la Compagnie, sauf à les soumettre, s'il les adopte, à l'approbation de l'Assemblée générale;

4<sup>o</sup> Les émissions d'emprunt et leur emploi, pour les présenter, après approbation, à la sanction de l'Assemblée générale;

f) Enfin le Conseil d'Administration délègue, selon ce qui sera dit ci-après, les pouvoirs nécessaires à la Commission administrative et au Comité de Direction.

ART. 35.

LA COMMISSION ADMINISTRATIVE, instituée à l'art. 32, a pour attributions :

- a) De vérifier les comptes et de contrôler la gestion du Comité de Direction ,
- b) D'autoriser tous achats et ventes d'immeubles proposés par le Comité de Direction ;
- c) D'approuver et ratifier, sur la proposition du Comité de Direction, les traités à passer avec tous entrepreneurs et fournisseurs ;
- d) D'approuver et ratifier, sur la proposition du Comité de Direction, les traités de correspondances, par chemin de fer, par terre et par eau ;
- e) D'approuver et ratifier, sur la proposition du Comité de Direction, les traités et conventions à passer avec toutes autres Compagnies de transport, en Suisse ou à l'étranger, pour échange de matériel et pour la réexpédition des voyageurs et des marchandises ;
- f) D'approuver et ratifier, sur les rapports du Comité de Direction, les tarifs, tant ceux à appliquer sur le réseau de la Compagnie, que ceux à arrêter avec des Compagnies suisses ou étrangères ;
- g) D'approuver et ratifier, sur la proposition du Comité de Direction , les traités particuliers de transport avec toutes personnes ou Compagnies, ainsi que les détaxes à accorder en vue d'accroître le trafic sur les lignes exploitées ;
- h) De discuter et voter chaque année le budget des dépenses pour l'année suivante, et d'en autoriser l'application sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration ;
- i) De fixer, sur la proposition du Comité de Direction, le nombre, la nature et le traitement des divers emplois de l'administration et de l'exploitation ; de révoquer tous employés, de nommer, sur le préavis du Comité de Direction, les employés dont le traitement dépasse dix-huit cents francs ;
- k) D'approuver et ratifier les dépenses faites par le Comité de Direction en dehors des limites du budget, dans des cas extraordinaires et d'urgence, sauf à en faire rapport au Conseil d'Administration ;
- l) De discuter et approuver les plans et devis des travaux à exécuter, qui lui seront soumis par le Comité de Direction, ainsi que les projets pour acquisition de matériel ; d'assurer les voies et moyens pour leur exécution. Les émissions d'emprunts et leur emploi seront soumis à l'approbation du Conseil d'Administration, qui les présentera lui-même à la sanction de l'Assemblée générale ;
- m) D'approuver et de proposer à la ratification du Conseil d'administration, le Comité de Direction entendu, et sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, les traités à faire avec d'autres entreprises de chemins de fer, pour se charger de l'exploitation de leurs lignes ;
- n) D'approuver, sur la proposition du Comité de Direction, les traités à faire avec d'autres entreprises de chemins de fer pour les fusionner avec la Compagnie, et de les ratifier, après toutefois qu'ils auront été soumis à l'examen du Conseil d'Administration, et, sur la proposition de ce dernier, approuvés par l'Assemblée générale des actionnaires ;

- o) De statuer sur les rapports mensuels que lui adressera le Comité de Direction sur sa gestion et la marche de l'Administration ;
- p) De demander au Comité de Direction tous les rapports dont elle pourrait avoir besoin sur des questions générales ou spéciales relatives à l'administration ;
- q) De prononcer sur des questions dont il lui est fait appel par un des membres du Comité de Direction ;
- r) En général de statuer sur tous les intérêts qui rentrent dans l'administration de la Compagnie ;
- s) De présenter un rapport trimestriel et sommaire au Conseil d'Administration sur la marche de l'administration.

ART. 36.

La Commission administrative présente chaque année au Conseil d'Administration un compte-rendu détaillé de l'administration et de l'exploitation du réseau des chemins de fer de la Suisse Occidentale, ainsi qu'un relevé des recettes et des dépenses de l'exercice, lesquels devront figurer dans le rapport annuel du Conseil d'Administration à l'Assemblée générale des actionnaires.

Les décisions de la Commission administrative sont constatées par des procès-verbaux, signés de la majorité des membres qui ont assisté à chaque séance.

ART. 37.

Les attributions du COMITÉ DE DIRECTION sont les suivantes :

- a) Il fait tous les règlements de service et en assure l'exécution ;
- b) Il prépare et soumet à l'approbation de la Commission administrative les traités à passer avec des entrepreneurs et fournisseurs, et il surveille l'exécution des dits traités ;
- c) Il prépare et soumet à l'approbation de la Commission administrative les traités et les conventions à passer avec toutes autres Compagnies de transport en Suisse ou à l'étranger , pour l'échange du matériel et pour la réexpédition des voyageurs et des marchandises ;
- d) Il prépare et soumet à l'approbation de la Commission administrative les traités de correspondance par chemin de fer, par terre et par eau ;
- e) Il prépare et soumet à l'approbation de la Commission administrative les tarifs, tant ceux à appliquer sur le réseau de la Compagnie que ceux à arrêter avec des Compagnies suisses ou étrangères ;
- f) Il prépare et soumet à l'approbation de la Commission administrative les traités particuliers de transport avec toute personne ou Compagnie, et les détaxes à accorder en vue d'accroître le trafic sur les lignes exploitées ;
- g) Il dresse chaque année le budget des dépenses prévues pour l'année suivante et le soumet à l'approbation de la Commission administrative ;
- h) Il dirige tous les services et veille à l'entretien des lignes et de leurs dépendances, ainsi qu'à celui du matériel tant fixe que roulant ;

i) Il nomme tous les employés dont le traitement fixe ne dépasse pas dix-huit cents francs. Il prononce leur révocation s'il y a lieu.

Il présente à la Commission administrative son préavis sur la nomination des employés dont le traitement fixe dépasse dix-huit cents francs. Il propose à la Commission administrative leur révocation s'il y a lieu. En cas d'urgence, il prononce provisoirement cette révocation, à la condition de la présenter à la ratification de la Commission administrative dans sa prochaine séance ;

k) Il encaisse les recettes de toute nature et fait, dans les limites du budget approuvé, toutes les dépenses relatives à l'exploitation. Il en fait tenir sous sa surveillance une comptabilité régulière ;

l) Il fait, même en dehors des limites du budget, les dépenses extraordinaires urgentes, pour cas fortuit et de force majeure, mais il en fait rapport à la Commission administrative dans sa plus prochaine séance ;

m) Il présente mensuellement à la Commission administrative un rapport sur sa gestion, sur la marche de l'exploitation, ainsi qu'un état des recettes et des dépenses effectuées pendant le mois ;

n) Il exerce, tant en demandant qu'en défendant, toutes les actions juridiques concernant la Compagnie, prend toutes inscriptions, pratique toutes saisies, donne toutes mains-levées et quittances, compromet et transige sur toutes difficultés ou procès. Il reçoit à cet effet par la présente convention, du Conseil d'Administration de la Compagnie, les pouvoirs nécessaires pour le représenter et agir en son nom en toutes les affaires ;

o) Il prépare les plans et devis des travaux à exécuter, ainsi que des acquisitions de matériel à faire. Ces plans et devis sont soumis à la Commission administrative, et le Comité de Direction en assure l'exécution après qu'ils ont été approuvés par la Commission administrative et, s'il y a lieu, par le Conseil d'Administration, et les voies et moyens assurés ;

p) Il prépare et soumet à la Commission administrative les traités à faire avec d'autres entreprises de chemins de fer pour se charger de l'exploitation de tout ou partie de leurs lignes ;

q) Il prépare et soumet au Conseil d'Administration, par l'intermédiaire et après l'approbation de la Commission administrative, les traités à faire avec d'autres entreprises de chemins de fer pour les fusionner avec la Compagnie ;

r) Dans les cas d'urgence, il statue sur toutes les questions relatives à l'exploitation, avec l'obligation de faire un rapport motivé sur ses décisions dans la plus prochaine séance de la Commission administrative.

Chacun des membres du Comité de Direction a le droit d'appeler d'une décision du Comité à la Commission administrative. Dans ce cas, la mise à exécution de cette décision demeure suspendue, sauf cas d'urgence, jusqu'à ce que la Commission administrative ait prononcé.

Un procès-verbal régulier est tenu des séances du Comité de Direction ; il doit être signé par le secrétaire et par chacun des membres du Comité ayant assisté à la séance.

Le siège du Comité est fixé à Lausanne.

Un règlement spécial répartira les diverses branches de l'administration entre les quatre membres

du Comité de Direction. Ce Comité centralisera tous les services, en laissant cependant une compétence suffisante à chacun des Directeurs dans la branche qui lui aura été plus spécialement dévolue.

## TITRE IV

### LIQUIDATION

#### ART. 38.

A l'expiration de la Société, l'Assemblée générale décidera, sur la proposition du Conseil d'Administration, du mode à suivre pour la liquidation.

## TITRE VII

### ARBITRAGE

#### ART. 39.

Toutes les contestations qui pourront s'élever entre les actionnaires et l'Administration pendant la durée de la Société, ou lors de sa liquidation, seront soumises à l'arbitrage souverain, sans appel, révision, relief, ni cassation, du Tribunal fédéral jugeant en vertu de l'art. 102 de la Constitution fédérale et du n° 4 de l'art. 47 de la loi fédérale sur l'organisation de la justice fédérale du 5 juin 1849.

Dans le cas où la contestation ne serait pas d'une valeur suffisante pour réclamer l'intervention du Tribunal fédéral aux termes des textes ci-dessus rappelés (3000 fr. au moins), le jugement souverain, sans appel, révision, relief ni cassation, en appartiendrait à un tribunal arbitral de trois membres pris autant que possible dans le Tribunal fédéral, et désignés par le Président de ce tribunal sur simple requête de la partie la plus diligente.

Dont acte fait sur formule fournie au notaire et prononcé en présence de Louis Chevallier, de Vevey, et François-Louis Gameter, de Biglen, canton de Berne, l'un et l'autre employés, domiciliés à Lausanne, témoins, qui après lecture ont signé avec les six comparants et le notaire, à Lausanne, le huit mai mil huit cent soixante-treize.

L<sup>s</sup> ORMOND.

LOUIS DE PURY.

L. DE WECK-REYNOLD.

L<sup>s</sup> CHEVALLIER.

L. AUBERT.

PHILIPPIN.

AL<sup>d</sup> VON DER WEID.

L. GAMETER.

L<sup>s</sup> CHAPPUIS, notaire.

# TRANSCRIPTION DES PIÈCES PRODUITES

---

## EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

DE

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

DE LA

COMPAGNIE DE L'OUEST DES CHEMINS DE FER SUISSES

à Lausanne, le 25 janvier 1873.

---

Présidence de M. Ormond, président du Conseil d'Administration.

---

### Première résolution.

L'Assemblée générale des actionnaires de la Compagnie de l'Ouest approuve le traité de fusion des entreprises des chemins de fer composant l'Association des chemins de fer de la Suisse Occidentale, en date du 7 août 1872, ainsi que les statuts de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale, du 7 août 1872.

Elle donne au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires pour poursuivre, auprès des autorités compétentes, les approbations et homologations du traité de fusion et des statuts de la nouvelle Compagnie, et de consentir aux modifications qui pourraient être nécessaires pour l'obtention de l'homologation des statuts.

Ont voté oui : 1725 voix (mille sept cent vingt-cinq) ;

Ont voté non : 220 voix (deux cent vingt).

Pour extrait conforme :

*Le président,*

L. ORMOND.

N° 918. Vu pour la légalisation de la signature ci-dessus, apposée par M. L. Ormond, président du Conseil d'Administration de la Compagnie de l'Ouest des chemins de fer suisses, à Lausanne.

Lausanne, le trois mai mil huit cent septante-trois.

(L. S.)

*Le juge de paix,*

G. GAULIS.

COMPAGNIE DE L'OUEST DES CHEMINS DE FER SUISSES

---

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Séance du 26 avril 1873. — Présidence de M. Ormond, président.

---

En exécution de la résolution adoptée par l'Assemblée générale des actionnaires, réunie à Lausanne le 25 janvier dernier, qui a approuvé le traité du 7 août 1872 pour la fusion des trois Compagnies et Administrations composant l'Association des chemins de fer de la Suisse Occidentale, ainsi que le projet de statuts de la nouvelle Compagnie, portant la même date du 7 août 1872,

Et qui a donné au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires pour achever l'œuvre de la fusion, en régularisant la constitution et les statuts de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale ;

Le Conseil a nommé pour ses mandataires spéciaux MM. Ormond, président du Conseil, et Aubert, administrateur délégué de l'Ouest-Suisse, à qui il donne procuration pour représenter la Compagnie de l'Ouest des chemins de fer suisses à la stipulation authentique de l'acte social et des statuts de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale, conformément au projet adopté par les Compagnies et Administrations fusionnées, avec faculté d'apporter à ce projet telles modifications de détail qui seraient jugées opportunes ou nécessaires, et sur lesquelles les représentants des trois Compagnies ou Administrations fusionnées seraient d'accord.

La présente procuration vaudra également pour soumettre les nouveaux statuts à l'autorité supérieure compétente, en demandant son approbation, et pour remplir toutes les formalités légales.

Fait en séance du Conseil d'Administration à Lausanne, le susdit jour, 26 avril 1873.

*Le président,*  
L. ORMOND.

*Un membre du Conseil,*  
BORY-HOLLARD.

N° 911. Vu pour la légalisation des signatures ci-dessus, apposées par MM. L. Ormond, président, et Bory-Holland, membre du Conseil d'Administration de la Compagnie de l'Ouest des chemins de fer suisses, à Lausanne.

Lausanne, le premier mai mil huit cent septante-trois.

(L. S.)

*Le juge de paix,*  
G. GAULIS.

---



COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER FRANCO-SUISSE

---

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 28 avril 1873. — Présidence de M. Louis de Pury, président.

---

En exécution de la résolution adoptée par l'Assemblée générale des actionnaires réunie à Neuchâtel, le 3 mars dernier, qui a approuvé le traité du 7 août 1872 pour la fusion des trois Compagnies et Administrations composant l'Association des chemins de fer de la Suisse Occidentale, ainsi que le projet de statuts de la nouvelle Compagnie portant la même date du 7 août 1872, et qui a donné au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires pour achever l'œuvre de la fusion, en régularisant la constitution et les statuts de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale,

Le Conseil a nommé pour ses mandataires spéciaux : MM. Louis de Pury, son président, et Jules Philippin, un de ses membres, à qui il donne procuration pour représenter la Compagnie du chemin de fer Franco-Suisse, à la stipulation authentique de l'acte social et des statuts de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale, conformément au projet adopté par les Compagnies et Administrations fusionnées, avec faculté d'apporter à ce projet telles modifications de détail qui seraient jugées opportunes ou nécessaires, et sur lesquelles les représentants des trois Compagnies et Administrations fusionnées seraient d'accord.

La présente procuration vaudra également pour soumettre les nouveaux statuts à l'autorité supérieure compétente, en demandant son approbation, et pour remplir toutes les formalités légales.

Fait en séance du Conseil d'Administration, à Neuchâtel, le susdit jour 28 avril 1873.

Pour extrait certifié conforme :  
*Par délégation spéciale du Conseil,*  
AD. POURTALÈS.

*Le secrétaire,*  
LIMAUX.

Je soussigné Constant Reymond, notaire à Neuchâtel, certifie véritables les signatures ci-dessus apposées en ma présence par les citoyens Adolphe Pourtalès et Limaux.

Neuchâtel, ce vingt-neuf avril mil huit cent soixante-treize (1873).

CONSTANT REYMOND.

N° 652. Vu à la Chancellerie d'Etat pour la légalisation de la signature du citoyen Constant Reymond, notaire public et juré. Le papier timbré et le contrôle ne sont pas en usage dans cet Etat.

Neuchâtel, le vingt-neuf avril mil huit cent soixante-treize (1873).

(L. S.)

*Pour la Chancellerie d'Etat,*  
GEORGE GUILLAUME.

N° 400. Vu à la Chancellerie d'Etat du canton de Vaud, pour légalisation du sceau et de la signature de la Chancellerie d'Etat de Neuchâtel.

Lausanne, le 7 mai 1873.

(L. S.)

*Le chancelier,*  
CAREY.

---

## LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE FRIBOURG

Vu le message du Conseil d'Etat, en date du 17 janvier, et connaissance prise des pièces annexées ;

Sur la proposition du Conseil d'Etat ;

### DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. Le traité de fusion des entreprises de chemins de fer composant l'Association des chemins de fer de la Suisse Occidentale, du 7 août 1872, est approuvé, ainsi que les statuts de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale qui y sont annexés.

Les titres obtenus par l'Etat ne pourront être aliénés sans l'autorisation du Grand Conseil.

ART. 2. Les avantages résultant, pour les actionnaires libérés de la Compagnie des chemins de fer de Lausanne à Fribourg et à la frontière bernoise et de Genève à Versoix, de l'acte de cession du 12 novembre 1863 et du décret du 30 janvier 1864, sont maintenus et garantis conformément aux dispositions de l'art. 8 de dite convention et dans le sens de l'art. 1<sup>er</sup> du décret du 30 janvier 1864.

ART. 3. En conséquence, la comptabilité actuelle établissant la position respective de l'Etat et des actionnaires sera continuée sur les mêmes bases et d'après les mêmes principes, appliqués depuis l'année 1864 jusqu'à ce jour.

ART. 4. Les conditions de la concession, du cahier des charges telles qu'elles sont actuellement en vigueur par suite de décrets ou de conventions, sont maintenus.

Est abrogée la loi organique du 19 mai 1864.

ART. 5. Le Conseil d'Etat a les pouvoirs nécessaires pour poursuivre auprès des autorités compétentes les approbations et homologations du traité de fusion et des statuts de la nouvelle Compagnie et de consentir aux modifications de détail qui pourraient être nécessaires pour l'homologation du traité et des statuts.

ART. 6. Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur dès que les ratifications nécessaires seront intervenues.

Donné en Grand Conseil, à Fribourg, le 15 février 1873.

(L. S.)

Au nom du Grand Conseil :

*Le président,*

L. WUILLERET.

*Le premier secrétaire,*

L. BOURGKNECHT.

Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg ordonne que le présent décret soit publié par insertion dans la *Feuille officielle* et au *Bulletin des lois*.

Donné en Conseil d'Etat, à Fribourg, le 22 février 1873.

(L. S.)

*Le président,*

VAILLANT.

*Le vice-chancelier,*

E. BLANC.

## LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DE FRIBOURG

En exécution du décret du Grand Conseil du 15 février dernier, qui a approuvé le traité du 7 août 1872 pour la fusion des trois Compagnies et Administrations composant l'Association des chemins de fer de la Suisse Occidentale, ainsi que le projet de statuts de la nouvelle Compagnie, portant la même date du 7 août 1872, et qui a donné au Conseil d'Etat les pouvoirs nécessaires pour achever l'œuvre de la fusion, en régularisant la constitution et les statuts de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale, conformément au projet adopté par les Compagnies et Administrations fusionnées, a nommé pour ses mandataires spéciaux, MM. Louis Weck-Reynold, vice-président du Conseil d'Etat et directeur des finances, et Alfred von der Weid, membre du Comité de direction des chemins de fer de la Suisse Occidentale, à qui il donne procuration pour représenter l'Etat de Fribourg à la stipulation authentique de l'acte social et des statuts de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale, conformément au projet adopté par les Compagnies et administrations fusionnées ; avec faculté d'apporter à ce projet telles modifications de détail qui seraient jugées opportunes ou nécessaires, et sur lesquels les représentants des trois Compagnies ou Administrations fusionnées seraient d'accord.

La présente procuration vaudra également pour soumettre les nouveaux statuts à l'autorité supérieure compétente, en demandant son approbation ; et pour remplir toutes les formalités légales.

Fait en séance du Conseil d'Etat, à Fribourg, le 25 avril 1873.

(L. S.)

Au nom du Conseil d'Etat :

*Le président,*  
VAILLANT.


*Le vice-chancelier.*  
E. BLANC.

N° 401. Vu à la Chancellerie d'Etat du canton de Vaud, pour légalisation du sceau et des signatures ci-dessus.

Lausanne, le 7 mai 1873.

(L. S.)

*Le chancelier,*  
CAREY.

 Certifié le présent exemplaire conforme à l'expédition originale de l'acte notarié.

Lausanne, le 10 juin 1873.  
Le Secrétaire du Comité de Direction  
des Chemins de fer de la Suisse occidentale:

*Att. Brun*







